



SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS



Résumé du rapport de la SPM >>>

Le Vanni (Sri Lanka): Terres civiles sous occupation militaire

DÉPLACEMENT, RÉINSTALLATION, PROTESTATION

INTRODUCTION

CONTEXTE SRI LANKA

Le Sri Lanka a connu 26 ans d'âpre guerre civile. La lutte pour un Etat tamoul dans le nord et l'est de l'île a été brutalement vaincue en 2009 par les troupes gouvernementales sri-lankaises. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes pendant la guerre et des centaines de milliers ont été déplacées. Les deux parties belligérantes sont accusées de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. En janvier 2015, le président Mahinda Rajapaksa, qui dirigeait le pays dans un style autoritaire, avec une situation alarmante en matière de droits humains, a perdu les élections contre Maithripala Sirisena. Bien que le nouveau président ait rompu avec la pratique autoritaire et répressive du gouvernement précédent, la situation des droits humains n'a guère évolué. Bien que la liberté de réunion et la liberté de la presse se soient améliorées, la torture et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, les arrestations et détentions arbitraires, la surveillance et l'intimidation de la société civile et des journalistes sont encore très répandues au Sri Lanka. En outre, les minorités ethniques et religieuses continuent d'être discriminées.



● Des femmes tamoules protestent contre l'occupation des terres à Mullikulam

LE RAPPORT

LE VANNI (SRI LANKA): DES TERRES CIVILES SOUS OCCUPATION MILITAIRE »

Après la fin de la guerre, le gouvernement sri-lankais a initié la réinstallation de toutes les personnes déplacées par la guerre. Cependant, le processus de réinstallation n'est pas encore achevé, bien que la guerre ait pris fin il y a neuf ans. Les militaires continuent d'occuper de vastes territoires au nom de la sécurité nationale, raison pour laquelle de nombreuses personnes déplacées internes se voient refuser la possibilité de retourner sur leurs terres ancestrales et donc de retrouver leurs moyens d'existence traditionnels. Dans ce contexte, l'amélioration de la liberté de réunion induite par le nouveau gouvernement s'est traduite par une augmentation des protestations constantes. En 2017, diverses communautés villageoises réclamaient leur terre aux militaires avec des protestations qui ont duré parfois des mois. Alors que certains d'entre elles ont au moins pu célébrer des succès partiels et regagner une partie des terres occupées, beaucoup d'autres attendent toujours la libération de leurs terres ancestrales, malgré les nombreuses promesses du gouvernement.

Dans le rapport « Under the Military's Shadow » (2016), la Société pour les peuples menacés (SPM) a cité en exemple les conséquences sociales, économiques et politiques négatives de l'occupation militaire de la péninsule de Jaffna. Il est apparu clairement que la militarisation de cette région se poursuit sans relâche malgré le changement de gouvernement en janvier 2015. Outre la péninsule de Jaffna, d'autres régions du nord et de l'est du Sri Lanka sont également touchées par la militarisation et l'occupation des terres. Compte tenu de la précarité des conditions de vie des personnes déplacées et de leurs protestations, la SPM est persuadée qu'une observation plus détaillée des litiges fonciers et d'expulsions sont nécessaires. La question foncière non résolue dans la région de Vanni, dans le nord de la province, est particulièrement urgente : dans la partie nord-est de cette région, les troupes gouvernementales ont non seulement tué des dizaines de milliers de civil-e-s lors des dernières offensives du conflit armé, mais elles ont aussi semé la destruction et déplacé presque toute la population qui y résidait.

Dans ce contexte, le rapport « **Le Vanni (Sri Lanka): des terres civiles sous occupation militaire** » analyse la situation actuelle dans la région de Vanni et les conséquences de l'occupation militaire des terres pour la population locale. L'organisation sri-lankaise partenaire du SPM « National Fisheries Solidarity Movement » (NAFSO) a visité six communautés dont les terres sont toujours occupées par les militaires (Iranaitivu, Mullivaikkal, Iranapalai, Keppapulavu, Mullikulam et Pallimunai West) et deux communautés dont les terres ont été récemment libérées (Pilakudiyiruppu et Puthukkkudiyiruppu). Ce rapport est le résumé français de la version détaillée en anglais.

LA RÉGION DE VANNI


La région de Vanni est la partie continentale de la province du Nord. Elle comprend les districts de Mannar, Mullaitivu et Vavuniya ainsi qu'une grande partie du district de Kilinochchi. La superficie d'environ 7 000 km² est plate, peu peuplée et recouverte d'une forêt dense. La grande majorité de la population locale est tamoule et vit de l'agriculture, le principal secteur économique de la région. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont concentré leur pouvoir sur la région de Vanni en 1995 et ont fait de Kilinochchi leur capitale administrative. Enfin, lorsque l'armée sri-lankaise a reconquis toutes les zones contrôlées par les Tigres tamouls entre 2006 et 2009, plus de 300 000 personnes ont été déplacées de la région. Beaucoup d'entre elles ont dû fuir à plusieurs reprises lors de l'avancement des troupes gouvernementales dans la région de Vanni. Après la guerre, la plupart d'entre elles ont été détenues dans un camp pour personnes déplacées internes (Menik Farm), clôturé avec des barbelés et dirigé par l'armée. Menik Farm a hébergé jusqu'à 225 000 personnes en même temps sur 700 hectares de terres.

En décembre 2009, le gouvernement a commencé à réinstaller les personnes déplacées dans leurs districts d'origine. Si certaines des personnes touchées ont pu regagner leurs propres terres, nombre d'entre elles sont restées déplacées internes à cause de mines terrestres non explosées ou de zones militaires interdites d'accès. Le camp de Menik Farm a finalement été fermé en 2012, quand les dernières personnes sont retournées dans le district de Mullaitivu. Compte tenu des combats acharnés qui ont eu lieu pendant la phase finale de la guerre, les conséquences du conflit armé dans la région de Vanni ont été particulièrement graves. Les Tamoul-e-s ont dû reconstruire toute leur existence à partir de rien : près des trois quarts de toutes les maisons étaient inhabitables à la fin de la guerre, les terres agricoles et les champs ont été détruits et l'infrastructure publique dévastée. Une évaluation de la pauvreté réalisée par la Banque mondiale à partir de 2016 a montré que la région compte un nombre disproportionné de personnes extrêmement pauvres par rapport à la moyenne nationale.

SRI LANKA



 Province du Nord

 Région de Vanni

MILITARISATION

Malgré le changement de gouvernement, la militarisation du nord et de l'est du Sri Lanka, qui a été instaurée sous la présidence de Mahinda Rajapaksa, se poursuit sans relâche et reste un obstacle majeur au retour de la population à une vie normale. Cela est en contradiction avec les promesses du gouvernement de démocratisation et d'ouverture aux préoccupations du peuple tamoul. Le nombre de militaires était estimé à quelque 243 000 membres actifs en février 2017. L'armée active du Sri Lanka serait donc plus grande que celles de la France, d'Israël, d'Arabie Saoudite ou de Grande-Bretagne. Le nombre de soldats actuellement stationnés à Vanni n'est pas officiellement communiqué, mais l'organisation non gouvernementale «Adayaalam Centre for Policy Research» (ACPR), active dans le district de Mullaitivu, avance un rapport d'un soldat pour deux civils. Avec environ 60 000 soldats stationnés, Mullaitivu serait l'une des régions les plus militarisées du monde.

Bien que les postes de contrôle militaires aient été largement démantelés ces dernières années, les forces de sécurité continuent d'intervenir massivement dans la vie publique. La surveillance, le harcèlement et l'intimidation de la société civile, des militant-e-s des droits humains, des collaborateurs/trices d'ONG et des journalistes sont encore monnaie courante dans la région de Vanni. Lorsque trois femmes de Keppapulavu, dans le district de Mullaitivu, ont intenté des poursuites contre l'armée pour l'occupation de leurs terres, elles ont été si gravement menacées que deux d'entre elles ont retiré leur plainte. En outre, les femmes des zones militarisées sont souvent victimes de violences sexuelles et d'exploitation par le personnel militaire.

La militarisation doit également être analysée en termes économiques : depuis la fin de la guerre, l'armée s'est imposée de plus en plus comme un acteur fort de l'économie locale. Les troupes sont actuellement engagées dans un certain nombre d'activités commerciales telles que l'agriculture, la restauration et le tourisme. Les activités économiques de l'armée privent la population locale de la région de Vanni de sources de revenus importantes, en particulier dans l'agriculture, et mettent les forces de sécurité en concurrence directe avec la population

pour des ressources rares comme l'eau. En outre, il semblerait que l'armée vend ses produits agricoles à un prix inférieur au prix habituel du marché. La population locale ne peut pas rivaliser avec de tels prix.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS : ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES MILITAIRES DANS LA RÉGION DE VANNI

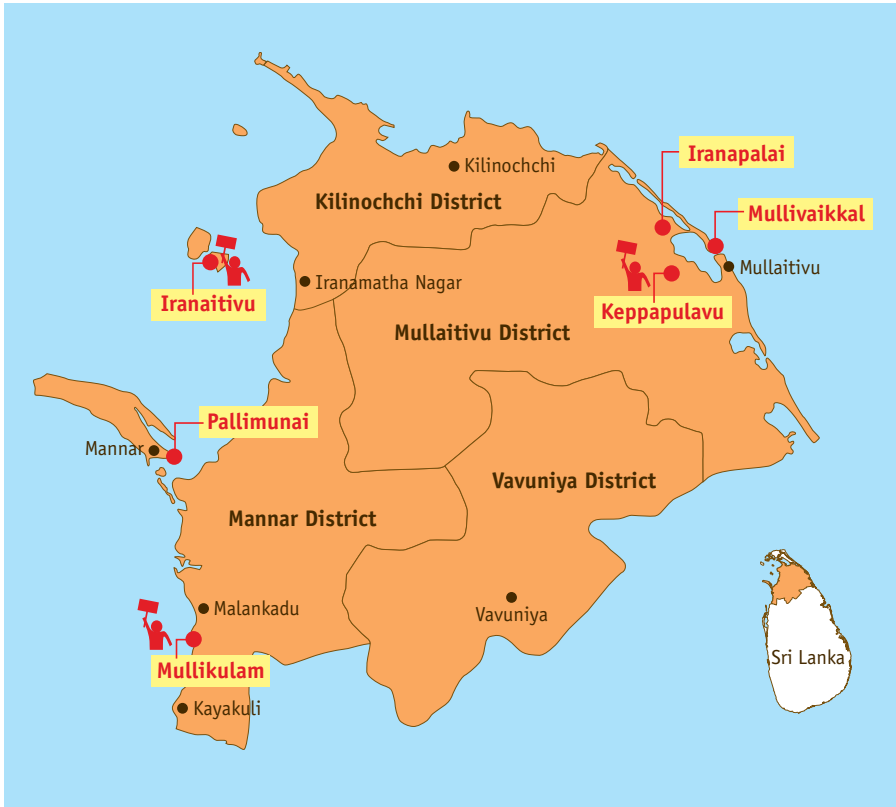
- Dans la base militaire du **Security Force Headquarters – Mullaittivu (SF-HQ-MLT)**, l'armée gère l'élevage du bétail et produit du lait et du yoghourt. Les soldats vont également à la pêche et récoltent des noix de coco dans les arbres appartenant aux personnes déplacées de Keppapulavu. Les produits obtenus sont livrés aux points de vente régionaux et vendus sur les marchés locaux des villages environnants. Sur le terrain de la base militaire, l'armée gère également deux complexes hôteliers, réservés aux militaires et à leurs proches.
- En 2016, le Civil Security Department (CSD), qui relève de l'armée, employait 193 enseignant-e-s préscolaires à **Mullaittivu** et 328 à **Kilinochchi**. Dans les deux districts, la CSD employait également 2 771 personnes dans l'agriculture sur plus de 1 200 acres (4,9 km²) et générait environ 29 166 103 roupies sri-lankaises (LKR) (€ 158 691) de profits.

PAYS OCCUPÉ

L'un des problèmes les plus graves des déplacements internes persistants est que de nombreuses personnes sont tenues à l'écart de leur foyer et de leurs moyens de subsistance traditionnels sans compensation adéquate. Selon le gouvernement, les militaires occupaient 18 976 acres (76,8 km²) de terres appartenant à l'Etat et 6 439 acres (26,1 km²) de terres privées dans toute l'île en mai 2017. On ne sait pas si ces chiffres, fournis par le gouvernement, sont exacts. En octobre 2017, les ONG Adayaalam Centre for Policy Research (ACPR) et People for Equality and Relief in Lanka (PEARL) ont estimé la taille du pays occupé dans le seul district de Mullaitivu à 30 000 acres (121,4 km²) sur la base de leurs propres enquêtes, remettant ainsi en question le total de 25 415 acres (102,9 km²) calculé par le gouvernement. En dépit de cette divergence, le fait est que les occupations foncières actuelles empêchent plusieurs milliers de familles de retourner chez elles et les maintiennent dans une situation vulnérable.

COMMUNAUTÉS DÉPLACÉES

L'équipe de recherche a visité les communautés suivantes à Vanni en décembre 2017 pour enquêter sur la situation sur le terrain des personnes dont les terres traditionnelles sont encore occupées par les militaires :



Manifestations continuelles



Terres occupées

NIVEAU DE VIE

Avant leur expulsion, les habitant-e-s des communautés visitées vivaient sur leurs terres et gagnaient leur vie par l'agriculture et la pêche. Ils/elles avaient des sources de revenus diversifiées et pouvaient subvenir aux besoins de leurs familles. Aujourd'hui, les gens font face à plusieurs défis dans leur vie quotidienne, car l'occupation militaire de leurs terres les a empêchés d'avoir accès à ces deux sources de revenus pendant des années. Les personnes déplacées ont soit perdu leurs moyens de subsistance traditionnels, soit vu leur revenu familial chuter brutalement. Les pêcheurs doivent accepter des voyages plus longs (et ont ainsi besoin de beaucoup plus de carburant) pour atteindre leurs lieux de pêche traditionnels, et la senne de plage traditionnelle a été interdite dans les territoires occupés. De plus, il y a généralement un manque d'eau pour l'agriculture dans les zones de réinstallation. En outre, l'appui du gouvernement dans les communautés visitées n'a pas été suffisant pour rétablir les moyens de subsistance traditionnels ou pour mettre en place d'autres sources de revenus. En conséquence, bon nombre de personnes déplacées ont du mal à prendre soin de leurs familles. Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement touchés.

Pour trois des villages visités, le gouvernement a fourni des logements dans d'autres zones dans le cadre du processus de réinstallation. Toutefois, cela ne signifie pas que les nouvelles maisons et leurs terrains sont une compensation adéquate pour la perte des biens fonciers. Certaines familles vivent actuellement dans des maisons louées ou avec des proches et dépendent du soutien continu des communautés d'accueil.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS : PROBLÈMES DES COMMUNAUTÉS DÉPLACÉES

- Avant que la marine ne convertisse l'île d'**Iranaitivu** en base militaire et en restreigne l'accès aux ancienne-s habitant-e-s, les hommes se rendaient par bateau à la mer et les femmes ramassaient des crevettes, des crabes et des moules sur la côte. Les autres sources de revenus sont l'élevage, la culture maraîchère et la culture de la noix de coco. Aujourd'hui, les pêcheurs ne sont autorisés à pêcher que pendant la journée sur une petite bande côtière. Pour ce faire, ils doivent faire un voyage de 12 milles marins deux fois par jour, ce qui signifie que les bateaux de pêche ont besoin de beaucoup plus de carburant pour atteindre les lieux de pêche traditionnels. Les femmes se voient complètement refuser l'accès à l'île, leur faisant perdre complètement leurs moyens de subsistance traditionnels.
- Avant leur expulsion, les pêcheurs de **Keppapulavu** pouvaient jeter leurs filets dans le lagon et rentrer chez eux pendant la nuit. En raison de l'occupation militaire de leur village, ils doivent maintenant parcourir au moins 6 kilomètres à pied jusqu'à la lagune avec leurs engins de pêche. Il n'est plus possible de rentrer pour la nuit en raison du long voyage. Ainsi, les femmes ne peuvent plus soutenir leurs maris dans leur travail en nettoyant les filets et en transformant le poisson sur le rivage. Cela a entraîné une réduction supplémentaire du revenu de nombreuses familles. L'eau est également rare dans la zone de réinstallation, tant pour la consommation quotidienne que pour l'agriculture. La plupart des villageois-es de Keppapulavu dépendent donc d'un revenu supplémentaire provenant du travail occasionnel.
- Pour les familles déplacées de **Mullikulam**, 27 maisons ont été construites par la marine, 86 par le gouvernement et 20 par le ministre Rishad Bathiudeen à Malankadu. Cependant, il y a encore des familles qui vivent dans des maisons louées ou chez des proches parce qu'elles n'ont pas encore reçu de maison. La qualité des maisons nouvellement construites est insuffisante : beaucoup d'entre elles ont déjà des fissures dans les murs. Alors que 176 familles à Malankadu ont également reçu une demi-acre de terres fertiles à Malankadu, le manque de puits et de bassins d'irrigation signifie qu'il y a un manque d'eau, parfois même pour la consommation quotidienne. L'agriculture n'est donc guère possible.

RÉPERCUSSIONS SOCIALES

Surtout dans le nord et l'est du Sri Lanka, la terre est liée à presque tous les domaines de la vie : à l'économie, à la culture et à la politique. La perte de terres cultivées depuis des générations menace non seulement la sécurité alimentaire, mais prive aussi les gens de leurs racines culturelles et de leurs réseaux sociaux. Les familles déplacées ne peuvent pas offrir une dot traditionnelle à leurs filles, ce qui rend leur mariage difficile. L'accès à l'éducation est également restreint pour les personnes déplacées. Les familles déplacées doivent souvent emprunter de l'argent pour reconstruire les infrastructures nécessaires, par exemple. Des cas de suicide ont été rapportés si les prêts ne peuvent pas être remboursés.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS : IMPACT SOCIAL DU DÉPLACEMENT

- Les jeunes femmes d'**Iranaitivu** ont des difficultés à se marier parce que leur famille manque de terres à offrir comme dot. De plus, il n'y a pratiquement pas de possibilités de formation continue. Il est donc difficile pour les jeunes de combler leurs lacunes. La pauvreté risque de se reproduire.
- La majorité des familles de **Keppapulavu** vivent sur leurs terres depuis huit générations. Beaucoup mettent l'accent sur la valeur émotionnelle de leur terre, autrefois cultivée par leurs ancêtres. Le cimetière du village est également situé dans le territoire occupé. Les villageois-es ne peuvent donc plus visiter les tombes de leurs proches. En outre, certains ménages ont utilisé des prêts pour financer la construction de puits dans le village de réinstallation eux-mêmes, n'ayant pas reçu d'argent de l'Etat. Certaines personnes se sont suicidées parce qu'elles ne pouvaient pas rembourser les prêts.

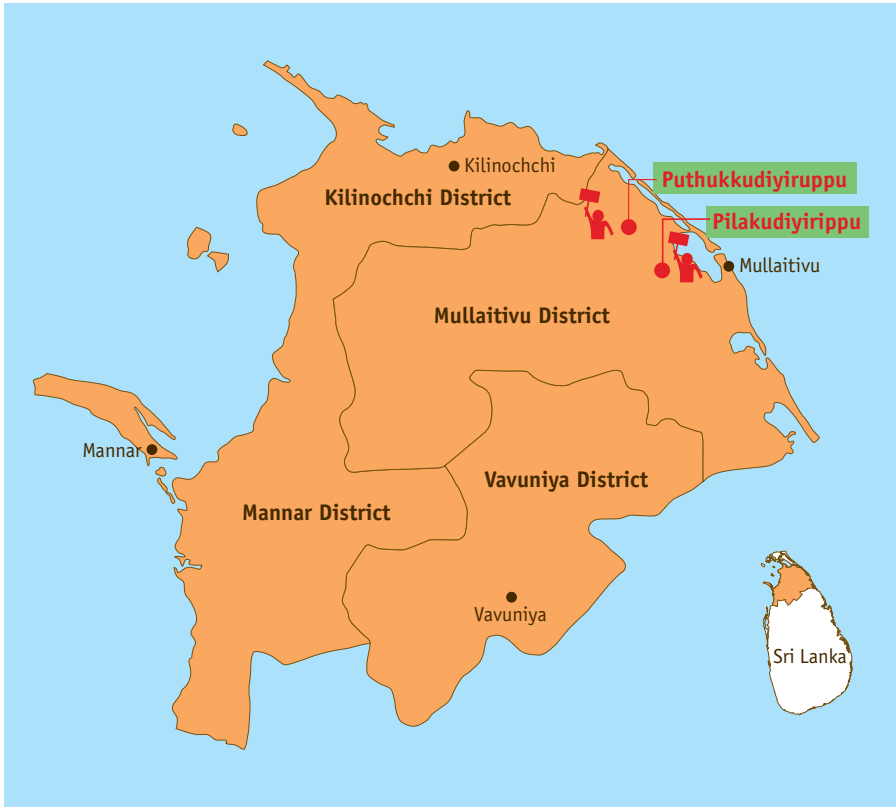
- A **Mullikulam**, la marine a récemment autorisé l'accès à l'église dans le territoire occupé. Cependant, la route directe est toujours bloquée. Les personnes âgées ont du mal à atteindre l'église à cause des 3 kilomètres de route. Le transport n'est offert qu'une fois par semaine le dimanche matin. Lors d'un enterrement, le cercueil doit être transporté sur les mêmes 3 kilomètres jusqu'à l'église et sur les 5 autres kilomètres qui séparent l'église du cimetière, bien que la distance réelle entre les deux endroits ne soit que de 1,5 kilomètre. Avant l'expulsion, toute la communauté villageoise se réunissait pour rendre un dernier hommage aux morts. Les personnes âgées ne peuvent plus participer à ce rituel en raison de la longue distance de marche.

PAYS LIBÉRÉ

Le nouveau gouvernement n'a pas respecté le délai qu'il s'était fixé pour la réinstallation de toutes les personnes déplacées internes avant la fin de 2016. Le processus de réinstallation et la recherche de solutions durables ont été lents à ce jour. En mai 2017, les militaires avaient restitué à la population locale 54 769 acres (221,6 km²) de terres d'Etat et 24 394 acres (98,7 km²) de terres privées de la superficie initialement occupée de 104 578 acres (423,3 km²). Bien que cela puisse être interprété comme un progrès significatif, il faut tenir compte de la lenteur douloureuse de la mise en circulation des terres (même après le changement de gouvernement). Selon l'officier supérieur de coopération civilo-militaire, le lieutenant-colonel Asela Ubayasekara, l'armée a déjà libéré toutes les terres disponibles. D'autres libérations dans le nord du Sri Lanka sont hors de question pour lui. Cela est en contradiction avec les déclarations des représentant-e-s du gouvernement qui ont promis de libérer toutes les terres occupées.

COMMUNAUTÉS RÉINSTALLÉES

L'équipe de recherche a visité les deux communautés suivantes dans la région de Vanni afin d'enquêter sur la situation sur le terrain pour les personnes dont les terres traditionnelles ont récemment été libérées par les militaires :



Manifestations continues



Terres libérées

EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES DE BASE

Le retour des populations sur leurs terres traditionnelles est considéré comme un moyen d'échapper à la pauvreté en retrouvant les moyens d'existence qu'ils avaient perdus. Cependant, les communautés visitées, qui ont pu obtenir le retour d'une partie de leurs terres traditionnelles l'année dernière grâce à des manifestations, ont rencontré des difficultés de réinstallation difficilement surmontables : dans certains cas, il n'est pas possible de vivre sur les terres libérées. Les maisons et l'infrastructure ont été détruites, les champs sont devenus inaccessibles et les puits d'eau potable ont été endommagés ou desséchés. Les villageois-es doivent reconstruire leur vie à partir de zéro, sans soutien ou avec un soutien insuffisant du gouvernement. En outre, certaines zones rurales manquent d'équipements médicaux de base et d'écoles. Le manque de transports publics rend l'accès à la santé et à l'éducation encore plus difficile.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS : PROBLÈMES DE LA POPULATION LOCALE APRÈS LA RESTITUTION DES TERRES

- Bien que l'armée ait libéré la terre de 41 familles à **Pilakudiyiruppu**, actuellement seulement 9 familles ont quitté le « Keppapulavu Model Village » pour revenir à Pi-lakudiyiruppu. Les maisons et toute l'infrastructure de base, comme les toilettes et les puits d'eau potable, ont été détruites. La population n'a reçu aucun soutien de l'Etat pour la réinstallation. Les familles réinstallées vivent dans des abris d'urgence temporaires qu'elles ont construits elles-mêmes. Pour obtenir des soins médicaux, les villageois-es doivent parcourir 5 kilomètres pour se rendre à l'hôpital le plus proche. Comme il n'y a pratiquement pas de transports en commun, les enfants ne peuvent que difficilement aller à l'école, qui se trouve à 4 kilomètres.
- A **Puthukkudiyiruppu East**, l'armée a intentionnellement semé la destruction avant de libérer la terre. Les gens sont retournés dans des maisons et des infrastructures endommagées. Les soldats avaient par exemple dispersé des déchets sur une propriété, arraché les vis du cadre de la porte, coupé le câblage électrique et enlevé les prises de courant.

DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Malgré l'ouverture des territoires occupés, les conditions de vie des populations des communautés visitées ne se sont pas améliorées, car il leur est difficile de reprendre leurs moyens d'existence traditionnels en raison de la destruction de leurs ressources de base et de l'afflux de pêcheurs extérieurs. Le gouvernement n'a fourni aucun soutien pour que le retour des populations soit durable. Les indemnités pour l'occupation du pays, la destruction des biens et la perte de revenus pendant des années n'ont pas du tout été versées aux communautés, ou dans une mesure insuffisante.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS : DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS LE RETOUR DES TERRES

- A **Pilakudiyiruppu**, les gens peinent à reprendre leurs moyens de subsistance traditionnels malgré qu'ils aient obtenu le retour de leurs terres. Les pêcheurs manquent d'équipements de pêche et l'eau n'est pas suffisante pour l'agriculture. D'une part, les vieux puits ont été endommagés pendant la guerre et d'autre part, les puits nouvellement construits et réparés sont en train de s'assécher. Sur sept puits, deux seulement peuvent être utilisés sans problème. Seules deux familles essaient actuellement de cultiver à nouveau le riz dans leurs champs et deux autres familles plantent des arachides.
- En plus du travail occasionnel, les habitant-e-s de **Puthukkuudiyiruppu** essaient de gagner un revenu supplémentaire grâce à la pêche et à l'agriculture. Mais l'afflux massif de pêcheurs extérieurs en provenance de Jaffna, du sud du Sri Lanka et de l'Inde, a entraîné une grave surexploitation des stocks halieutiques, car ils utilisent, malgré une interdiction générale, des méthodes de pêche destructrices en toute impunité.

CONCLUSION

Sur la base des résultats de la recherche, la SPM et le NAFSO tirent les conclusions suivantes :

- Dans la région de Vanni, les personnes déplacées se voient refuser la liberté de mouvement. Du fait des territoires encore occupés par les militaires, les personnes déplacées ont un accès limité ou inexistant à la terre et à l'eau. En conséquence, le revenu de leur ménage a considérablement diminué ou elles ont complètement perdu leurs moyens de subsistance traditionnels. De nombreux ménages, en particulier ceux dirigés par des femmes, ont donc du mal à satisfaire leurs besoins essentiels.
- En 2017, il y a eu une forte augmentation des protestations appelant au retour des territoires occupés. Alors que certaines communautés ont été couronnées de succès et ont reçu au moins une partie de leurs terres, d'autres ont été repoussées par les représentant-e-s de l'Etat avec des promesses qui n'ont pas été tenues.
- Les militaires utilisent les terres saisies à des fins commerciales. Les activités économiques de l'armée exercent une pression encore plus forte sur les communautés locales, car elles privent la population locale d'importantes parts de marché et donc aussi de possibilités d'emploi et de revenus.
- La perte de terres cultivées depuis des générations menace non seulement les perspectives d'une vie autonome sans faim, mais prive aussi les gens de leurs racines culturelles et de leurs réseaux sociaux. En raison de leur expulsion, les personnes concernées ont dû abandonner leur mode de vie et leurs coutumes traditionnelles.

- Le manque d'aide et d'infrastructures adéquates constitue un obstacle supplémentaire qui empêche de trouver des solutions durables aux déplacements liés à la guerre. Malgré le succès de certaines communautés à regagner leurs terres ancestrales par des protestations, il leur est difficile de retourner à leur lieu d'origine. Etant donné que de nombreuses maisons et la plupart des infrastructures ont été endommagées ou détruites, un retour signifie reconstruire sa vie à partir de zéro, souvent sans aucun soutien de l'Etat.

REVENDEICATIONS

Compte tenu de la persistance des violations des droits humains et des circonstances susmentionnées, la SPM et le NAFSO estiment qu'il est urgent d'agir. Ils demandent au gouvernement sri-lankais de :

- démilitariser la région de Vanni en réduisant considérablement la présence militaire et en mettant fin à la surveillance de la population locale et de la société civile ainsi qu'aux activités économiques de l'armée,
- rendre accessibles au public tous les territoires occupés et les restituer à leurs propriétaires d'origine de même que de consulter les personnes déplacées internes pour le processus de réinstallation,
- fournir aux personnes déplacées et réinstallées des infrastructures de base suffisantes telles que de l'eau potable, de l'électricité et des équipements sanitaires, ainsi que l'accès aux structures médicales essentielles et à l'éducation,
- assurer le plein accès à la terre et à l'eau pour les communautés locales.



Le rapport détaillé « Vanni : Civilian Land under Military Occupation » en anglais est disponible à l'adresse suivante :

www.gfbv.ch/tourisme-et-militarisation

IMPRESSUM

Editrice : Société pour les peuples menacés

Schermenweg 154, CH-3072 Ostermundigen

www.gfbv.ch / info@gfbv.ch / Tél. +41 (0)31 939 00 00

Dons : Banque Cantonale Bernoise BEKB : IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1

Texte : Meret Stocker

Recherche sur le terrain: National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO)

Illustrations et Layout : Tania Brügger Marquez

Rédaction : Anita Straubhaar

Photos : Yves Bowie

Edition : Février 2018

Ce rapport a été publié avec le soutien du Fonds en faveur des droits humains de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse et du bureau OeME des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure

AVEC LA SPM POUR LES DROITS HUMAINS

La Société pour les peuples menacés (SPM) est une organisation internationale engagée dans la défense des droits humains des minorités et des peuples autochtones. Elle documente les violations des droits humains, informe et sensibilise l'opinion publique et représente les intérêts des personnes concernées face aux autorités et aux décideurs politiques. La SPM soutient par ailleurs les initiatives locales pour le renforcement des droits des minorités et des peuples autochtones et collabore au niveau national et international avec des organisations et des personnes qui poursuivent des buts similaires.

La SPM a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU et du Conseil de l'Europe.



AGISSEZ – SOUTENEZ-NOUS !

Notre engagement n'est possible qu'avec votre soutien. Avec votre adhésion ou votre don, nous soutenons des minorités et des peuples autochtones dans le monde entier.

Rejoignez-nous sur : www.gfbv.ch/agir

Un grand merci !



www.gfbv.ch